

M.R.M.

Société anonyme au capital de 43 667 813 euros

Siège social : 5 avenue Kléber 75016 Paris

544 502 206 RCS Paris

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE

DU 29 MAI 2019

PROCÈS-VERBAL DE DÉLIBÉRATION

Le 29 mai 2019 à 10 heures, les actionnaires se sont réunis en Assemblée Générale Mixte, au siège social, sur convocation du Conseil d'administration.

L'avis préalable été publié au BALO du 24 avril 2019.

L'avis de convocation a été publié au BALO du 13 mai 2019 et inséré dans le journal d'annonces légales Les Petites Affiches du 13 mai 2019.

Les actionnaires titulaires de titres nominatifs ont été convoqués par courrier en date du 6 mai 2019.

Les membres de l'Assemblée ont élargé la feuille de présence en entrant en séance.

L'Assemblée est présidée par Monsieur François de Varenne, Président du Conseil d'administration.

Sont scrutateurs de l'Assemblée les deux membres disposant du plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction : la SC JAPA et Madame Brigitte Gauthier-Darcet.

Le bureau de l'Assemblée désigne pour Secrétaire : Madame Marine Pattin.

La feuille de présence est vérifiée, arrêtée et certifiée exacte par le bureau sur la base des éléments recueillis par le centralisateur mandaté par la Société. Sur cette base, le bureau constate que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent 29 285 747 actions sur les 43 600 810 actions formant le capital et ayant le droit de vote.

L'Assemblée représentant plus du quart du capital est régulièrement constituée et peut, en conséquence, valablement délibérer.

Les 29 285 747 actions représentent 32 278 986 voix.

Est en outre constatée la présence de :

- Le cabinet Mazars, commissaire aux comptes, représenté par Monsieur Gilles Magnan,
- Le cabinet RSM Paris, commissaire aux comptes, représenté par Madame Hélène Kermorgant.

Sont déposés sur le bureau et mis à la disposition des actionnaires :

- un exemplaire des statuts de la Société,
- le numéro du BALO contenant l'avis préalable,
- le numéro du BALO contenant l'avis de convocation,
- le numéro du journal d'annonces légales contenant l'avis de convocation,
- une copie de la lettre de convocation adressée à chaque actionnaire nominatif,
- la copie de la lettre de convocation adressée sous pli recommandé à chaque commissaire aux comptes, accompagnée des avis de réception,
- la feuille de présence,
- les pouvoirs et bulletins de vote,

Pour être soumis ou présentés à l'Assemblée, sont également déposés :

- le Document de référence 2018 incluant :
 - les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2018,
 - les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018,
 - le rapport de gestion du Conseil d'administration (incluant le rapport de gestion du Groupe) et ses annexes,
 - le rapport sur le gouvernement d'entreprise,
- les rapports des commissaires aux comptes,
- le texte des projets de résolutions,
- le projet des statuts modifiés.

Le Président déclare que les actionnaires ont eu la faculté d'exercer, préalablement à la réunion, leur droit de communication, selon les dispositions du Code de commerce. L'ensemble des documents ainsi mis à leur disposition sont également déposés sur le bureau.

Le Président rappelle alors l'ordre du jour :

A caractère ordinaire

1. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018 - Approbation des dépenses et charges non déductibles fiscalement ;
2. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018 ;
3. Affectation du résultat de l'exercice et distribution de primes ;
4. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés - Constat de l'absence de convention nouvelle ;
5. Renouvellement de Monsieur Jacques Blanchard, en qualité d'administrateur ;
6. Ratification de la nomination provisoire de Madame Valérie Ohannessian en qualité d'administrateur ;
7. Renouvellement de Madame Valérie Ohannessian, en qualité d'administrateur ;
8. Ratification de la nomination provisoire de Monsieur Gilles Castiel en qualité d'administrateur ;

9. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice écoulé à Monsieur Jacques Blanchard, Directeur Général ;
10. Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président du Conseil d'administration ;
11. Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Directeur Général ou tout autre mandataire ;
12. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de faire racheter par la Société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L.225-209 du Code de commerce, durée de l'autorisation, finalités, modalités, plafond ;

À caractère extraordinaire

13. Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue d'annuler les actions rachetées par la Société dans le cadre du dispositif de l'article L.225-209 du Code de commerce, durée de l'autorisation, plafond ;
14. Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue d'attribuer gratuitement des actions aux membres du personnel salarié et/ou certains mandataires sociaux ;
15. Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression de droit préférentiel de souscription au profit des adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise en application des articles L.3332-18 et suivants du Code du travail, durée de la délégation, montant nominal maximal de l'augmentation de capital, prix d'émission, possibilité d'attribuer des actions gratuites en application de l'article L.3332-21 du Code du travail ;
16. Modification de l'article 12 des statuts afin d'élever la limite d'âge du Président du Conseil d'administration et du Directeur Général ;
17. Modification de l'article 8 des statuts afin de supprimer le droit de vote double ;
18. Pouvoirs pour les formalités.

Puis présentation est faite :

- des différents rapports du Conseil d'administration à l'Assemblée,
- des comptes annuels et des comptes consolidés,
- du rapport sur le gouvernement d'entreprise,
- des différents rapports des commissaires aux comptes.

Enfin, la discussion est ouverte.

Un actionnaire s'interroge sur la diminution de l'ANR.

Monsieur Jacques Blanchard précise que le point principal affectant la valeur du patrimoine est l'évolution du marché de l'investissement immobilier qu'il est difficile d'anticiper. Au 31 décembre 2018, la Société ne tire pas encore le plein effet de l'achèvement du plan de valorisation. Il indique qu'il existe une marge de progression, mais souligne que l'évolution du marché et des taux de capitalisation sont difficilement prévisibles. Beaucoup d'experts attendent une remontée lente des taux d'intérêts avec des impacts faibles sur les taux de capitalisation.

Une autre question est posée concernant le portefeuille de jardineries détenu par la Société, notamment au regard de la cession récente de deux jardineries. Ce portefeuille est-il correctement évalué dans l'ANR actuel ?

Monsieur Jacques Blanchard indique que la valorisation des actifs fait l'objet de travaux précis réalisés par un expert indépendant reconnu et d'une revue par les commissaires aux comptes et le Comité d'audit de la Société.

Il indique que les deux jardineries cédées, dont le locataire ne souhaitait pas poursuivre l'exploitation, étaient parmi les plus petites du portefeuille. Madame Marine Pattin précise que les deux jardineries ont été cédées à un prix en ligne avec leurs valeurs d'expertise.

Une autre question est posée concernant l'actif de Vélizy.

Monsieur Jacques Blanchard présente l'actif qui est un ensemble immobilier à usage mixte, comportant 5 500 m² de commerce et 6 400 de bureaux. Il indique qu'il s'agit d'un bel actif qui bénéficie aujourd'hui de plusieurs facteurs favorables : l'amélioration de la desserte via les transports en commun, la montée en puissance de la zone tertiaire avec une implantation de sièges sociaux très importants, et la localisation en face du centre commercial Vélizy 2, qui vient de faire l'objet d'une extension. S'agissant des surfaces de bureaux, il y a eu récemment un travail important de remise à niveau technique et de rénovation des parties communes.

Il est précisé que la partie commerce est louée à 100% et la partie bureau à environ 60%, et qu'une bonne dynamique de commercialisation est en place, qui devrait se poursuivre dans les mois et trimestres à venir, pour s'approcher d'un meilleur taux d'occupation.

Une question est ensuite posée sur le TRI, compte tenu de la valeur du patrimoine et du montant des loyers.

Monsieur Jacques Blanchard indique que la Société est confiante dans l'atteinte, à l'issue du plan de valorisation, d'un loyer annualisé net supérieur à 10 millions d'euros, en ligne avec les objectifs communiqués.

Une question est posée sur le niveau des loyers proposés.

Monsieur Jacques Blanchard indique que la Société se fixe des objectifs réalistes. Il souligne une certaine pression à la baisse des valeurs locatives de marché, sauf dans des emplacements exceptionnels. Il indique qu'il s'agit de bien refléter la demande locative, ce que peuvent payer les locataires, sans quoi il n'est pas possible de progresser en termes de taux d'occupation. Il rappelle les résultats encourageants obtenus en 2018 en termes de commercialisation, de progression du taux d'occupation et de loyers annualisés nets.

Un actionnaire demande quel est le deuxième actionnaire de MRM en dehors de SCOR.

Madame Marine Pattin indique qu'il s'agit d'un fonds luxembourgeois, qui détient moins de 3% du capital.

Enfin, une question est posée sur l'évolution de la Société à 3-4 ans.

Monsieur François de Varenne revient sur le « slide » présenté concernant les perspectives. Il reprend les objectifs énoncés clairement.

Il souligne que les objectifs sont clairs, précis, annoncés, et réalisés. Il rappelle que la Société présente un compte rendu régulier de l'atteinte de ses objectifs, et que les objectifs sont longs à atteindre dans un contexte de marché difficile. Il souligne que tous les fondamentaux de MRM se sont améliorés pendant l'année 2018, sur les loyers, les taux d'occupation, la dynamique commerciale, la signature des baux etc.

Personne ne demandant la parole, les résolutions suivantes sont successivement mises aux voix.

À caractère ordinaire :

PREMIERE RESOLUTION

(Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018 - Approbation des dépenses et charges non déductibles fiscalement)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2018, approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes annuels arrêtés à cette date se soldant par une perte de 1 845 074 euros.

L'Assemblée Générale approuve spécialement le montant global, s'élevant à 1 633 euros, des dépenses et charges visées au 4 de l'article 39 du Code Général des Impôts, ainsi que l'impôt correspondant pour 0 euro.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

VOIX POUR : 32 278 986

VOIX CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

DEUXIEME RESOLUTION

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2018, approuve ces comptes tels qu'ils ont été présentés se soldant par une perte (part du Groupe) de 10 428 149 euros.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

VOIX POUR : 32 278 986

VOIX CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

TROISIEME RESOLUTION

(Affectation du résultat de l'exercice et distribution de primes)

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'administration, décide de procéder à l'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018 suivante :

- **Origine :**
Perte de l'exercice : (1 845 074) euros

- **Affectation :**
Report à nouveau (1 845 074) euros
(Le compte report à nouveau sera ainsi porté d'un montant débiteur de (6 587 214) euros à un montant débiteur de (8 432 288) euros)

- Distribution d'une somme de 0,11 euro brut par action soit un montant global de : 4 803 459 euros
- Prélevée sur le compte « Primes de fusion » à hauteur de : 437 908 euros
(Le compte « Primes de fusion » sera ainsi ramené de 437 908 euros à 0 euro)
 - Et sur le compte « Prime d'apport » à hauteur de : 4 365 551 euros
(Le compte « Prime d'apport » sera ainsi ramené de 53 950 978 euros à 49 585 427 euros)

La distribution prélevée sur le poste « Primes de fusion » fera l'objet du prélèvement forfaitaire unique au taux de 12,8% pour les actionnaires personnes physiques fiscalement domiciliés en France, auquel s'ajouteront 17,2% de prélèvements sociaux. Les actionnaires conserveront la possibilité d'opter expressément pour l'imposition des dividendes selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu lors de leur propre déclaration de revenus. Dans tous les cas, ces produits n'ouvriront pas droit à l'abattement de 40%. Concernant les actionnaires domiciliés à l'étranger, ces produits donneront lieu à retenue à la source.

La distribution prélevée sur le poste « Prime d'apport » sera, quant à elle, considérée comme un remboursement d'apport et, exonérée d'impôt pour les actionnaires résidents français, et de retenue à la source pour les non-résidents français.

Le détachement du coupon interviendra le 5 juin 2019. Le paiement des dividendes sera effectué le 7 juin 2019.

Il est précisé qu'au cas où, lors de la date de détachement du coupon, la Société détiendrait certaines de ses propres actions, les sommes correspondant aux distributions non versés à raison de ces actions seraient affectées au compte « Autres réserves ».

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée constate qu'il lui a été rappelé qu'au titre des trois derniers exercices les distributions de dividendes et revenus ont été les suivantes :

Exercice	Revenus éligibles à la réfaction ¹		Revenus non éligibles à la réfaction ¹	
	Dividendes	Autres revenus distribués	Dividendes	Autres revenus distribués
2015	-	-	561 237 euros	3 801 226 euros
2016	-	-	393 431 euros	4 409 047 euros
2017	-	-	-	4 798 399 euros

¹ Réfaction prévue à l'article 158-3-2 du Code général des impôts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

VOIX POUR : 32 278 986

VOIX CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

QUATRIEME RESOLUTION

(Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés - Constat de l'absence de convention nouvelle)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes mentionnant l'absence de convention nouvelle de la nature de celles visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce, en prend acte purement et simplement.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

VOIX POUR : 32 278 986

VOIX CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

CINQUIEME RESOLUTION

(Renouvellement de Monsieur Jacques Blanchard, en qualité d'administrateur)

L'Assemblée Générale décide de renouveler Monsieur Jacques Blanchard, en qualité d'administrateur, pour une durée de quatre (4) années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2023 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

VOIX POUR : 32 161 143

VOIX CONTRE : 117 843

ABSTENTION : 0

SIXIEME RESOLUTION

(Ratification de la nomination provisoire de Madame Valérie Ohannessian en qualité d'administrateur)

L'Assemblée Générale ratifie la nomination, faite à titre provisoire par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 21 février 2019, aux fonctions d'administrateur de Madame Valérie Ohannessian, en remplacement de Monsieur Gérard Aubert, en raison de son décès.

En conséquence, Madame Valérie Ohannessian exercera ses fonctions pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2019 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

VOIX POUR : 32 278 986

VOIX CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

SEPTIEME RESOLUTION

(Renouvellement de Madame Valérie Ohannessian, en qualité d'administrateur)

L'Assemblée Générale décide de renouveler Madame Valérie Ohannessian, en qualité d'administrateur, pour une durée de quatre (4) années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2023 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

VOIX POUR : 32 278 986

VOIX CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

HUITIEME RESOLUTION

(Ratification de la nomination provisoire de Monsieur Gilles Castiel en qualité d'administrateur)

L'Assemblée Générale ratifie la nomination, faite à titre provisoire par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 6 décembre 2018, aux fonctions d'administrateur de Monsieur Gilles Castiel, en remplacement de Monsieur Jean Guilton, en raison de sa démission.

En conséquence, Monsieur Gilles Castiel exercera ses fonctions pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2022 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

VOIX POUR : 32 278 986

VOIX CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

NEUVIEME RESOLUTION

(Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice écoulé à Monsieur Jacques Blanchard, Directeur Général)

L'Assemblée Générale, statuant en application de l'article L.225-100 alinéa II du Code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice écoulé en raison de son mandat à Monsieur Jacques Blanchard, Directeur Général, tels que présentés au paragraphe 2.3 du Rapport sur le gouvernement d'entreprise inséré au chapitre 4 du Document de référence 2018.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

VOIX POUR : 32 131 094

VOIX CONTRE : 147 892

ABSTENTION : 0

DIXIEME RESOLUTION

(Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président du Conseil d'administration)

L'Assemblée Générale, statuant en application de l'article L.225-37-2 du Code de commerce, approuve les principes et les critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables, en raison de son mandat, au Président du Conseil d'administration, tels que présentés au paragraphe 2.1.2 du Rapport sur le gouvernement d'entreprise inséré au chapitre 4 du Document de référence 2018.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

VOIX POUR : 32 278 986

VOIX CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

ONZIEME RESOLUTION

(Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Directeur Général et/ou tout autre dirigeant mandataire social)

L'Assemblée Générale, statuant en application de l'article L.225-37-2 du Code de commerce, approuve les principes et les critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables, en raison de son mandat, au Directeur Général et/ou tout autre dirigeant mandataire social, tels que présentés au paragraphe 2.1.1 du Rapport sur le gouvernement d'entreprise inséré au chapitre 4 du Document de référence 2018.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

VOIX POUR : 32 131 094

VOIX CONTRE : 147 892

ABSTENTION : 0

DOUZIEME RESOLUTION

(Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de faire racheter par la Société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L.225-209 du Code de commerce)

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, autorise ce dernier, pour une période de dix-huit (18) mois, conformément aux articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, à procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il déterminera, d'actions de la Société dans la limite de 10%, du nombre d'actions composant le capital social, le cas échéant ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme.

Cette autorisation met fin à l'autorisation donnée au Conseil d'administration par l'Assemblée Générale du 31 mai 2018 dans sa neuvième résolution à caractère ordinaire.

Les acquisitions pourront être effectuées en vue :

- D'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action M.R.M. par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la pratique admise par la réglementation, étant précisé que dans ce cadre, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite susvisée correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues ;
- De conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ;
- D'assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/ou de plans d'actions attribuées gratuitement (ou plans assimilés) au bénéfice des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé), au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe ;
- D'assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre de la réglementation en vigueur ;
- De procéder à l'annulation éventuelle des actions acquises, conformément à l'autorisation conférée ou à conférer par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Ces achats d'actions pourront être opérés par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres, et aux époques que le Conseil d'administration appréciera.

La Société se réserve le droit d'utiliser des mécanismes optionnels ou instruments dérivés dans le cadre de la réglementation applicable.

Le prix maximum d'achat est fixé à 3 euros par action. En cas d'opération sur le capital, notamment de division ou de regroupement des actions ou d'attribution gratuite d'actions aux actionnaires, le montant sus-indiqué sera ajusté dans les mêmes proportions (coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération et le nombre d'actions après l'opération).

Le montant maximal de l'opération est fixé à 13 100 344 euros.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de procéder à ces opérations, d'en arrêter les conditions et les modalités, de conclure tous accords et d'effectuer toutes formalités.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

VOIX POUR : 32 161 143

VOIX CONTRE : 117 843

ABSTENTION : 0

À caractère extraordinaire :

TREIZIEME RESOLUTION

(Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue d'annuler les actions rachetées par la Société dans le cadre du dispositif de l'article L.225-209 du Code de commerce)

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes :

- 1) Donne au Conseil d'administration l'autorisation d'annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10% du capital calculé au jour de la décision d'annulation, déduction faite des éventuelles actions annulées au cours des vingt-quatre (24) derniers mois précédents, les actions que la Société détient ou pourra détenir par suite des rachats réalisés dans le cadre de l'article L.225-209 du Code de commerce ainsi que de réduire le capital social à due concurrence conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur ;
- 2) Fixe à vingt-quatre (24) mois à compter de la présente Assemblée, la durée de validité de la présente autorisation ;
- 3) Donne tous pouvoirs au Conseil d'administration pour réaliser les opérations nécessaires à de telles annulations et aux réductions corrélatives du capital social, modifier en conséquence les statuts de la Société et accomplir toutes les formalités requises.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

VOIX POUR : 32 278 986

VOIX CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

QUATORZIEME RESOLUTION

(Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue d'attribuer gratuitement des actions aux membres du personnel salarié et/ou certains mandataires sociaux)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et statuant conformément aux dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce :

- 1) Autorise le Conseil d'administration dans le cadre des dispositions des articles L.225-197-1 à L.225-197-6 du Code de commerce, à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions ordinaires de la Société, existantes ou à émettre, au profit des membres ou de certains des membres du personnel salarié de la Société et des sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions visées à l'article L.225-197-2 du Code de commerce, ainsi qu'au profit des mandataires sociaux visés à l'article L.225-197-1-II du Code de commerce ;
- 2) Décide que le nombre total d'actions ordinaires attribuées gratuitement dans les conditions, et, le cas échéant, sous réserve de la réalisation des conditions de performance, fixées par le Conseil d'administration, en vertu de la présente autorisation ne pourra être supérieur à 0,5% du capital au jour de la présente Assemblée ;
- 3) Décide que le Conseil d'administration déterminera les bénéficiaires des actions ordinaires, le nombre d'actions ordinaires leur étant attribuées ainsi que les droits et conditions attachés au droit conditionnel à recevoir des actions ordinaires (et ce, notamment, dans le respect, le cas échéant, des conditions de performance mentionnées au 2) ci-dessus), étant toutefois précisé à cet égard que les attributions décidées, au titre de la présente résolution, en faveur de chacun des dirigeants mandataires sociaux de la Société seront intégralement soumises à conditions de performance appréciées sur une période minimale de trois (3) années et ne pourront représenter plus de 40% des actions ordinaires autorisées par la présente résolution ;
- 4) Décide que l'attribution des actions ordinaires aux bénéficiaires deviendra définitive, pour tout ou partie des actions ordinaires attribuées au terme d'une période d'acquisition d'une durée minimale de trois (3) ans, sans période de conservation minimale que l'Assemblée Générale décide de supprimer ;

- 5) Décide qu'en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou troisième catégorie prévue à l'article L.341-4 du Code de la sécurité sociale, les actions ordinaires lui seront définitivement attribuées avant le terme de la période d'acquisition restant à courir, et seront immédiatement cessibles ;
- 6) Donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, dans les limites fixées ci-dessus, à l'effet de mettre en œuvre la présente autorisation et notamment pour :
- Fixer dans les conditions et limites légales, les dates auxquelles il sera procédé aux attributions gratuites d'Actions Ordinaires,
 - Fixer les conditions d'attribution (notamment de présence et, le cas échéant, de performance), définir les périodes d'acquisition et de conservation des actions ordinaires attribuées applicables à chaque attribution dans la limite des périodes minimales définies par la présente résolution,
 - Procéder, le cas échéant, afin de préserver les droits des bénéficiaires, aux ajustements du nombre d'Actions Ordinaires attribuées gratuitement en fonction des éventuelles opérations effectuées sur le capital de la Société, et
 - Procéder, le cas échéant, aux acquisitions des actions nécessaires dans le cadre du programme de rachat d'actions et les affecter au plan d'attribution ;
 - Décider, le cas échéant, le moment venu, la ou les augmentations de capital par incorporation de réserves, primes ou bénéfices corrélative(s) à l'émission des actions nouvelles attribuées gratuitement ;
 - Plus généralement, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, conclure tous accords, établir tous documents, effectuer toutes formalités nécessaires et toutes déclarations auprès de tous organismes et faire tout ce qui serait autrement nécessaire.

La présente autorisation est donnée pour une période de vingt-six (26) mois à compter du jour de la présente Assemblée.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

VOIX POUR : 32 013 251

VOIX CONTRE : 265 735

ABSTENTION : 0

QUINZIEME RESOLUTION

(Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression de droit préférentiel de souscription au profit des adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise en application des articles L.3332-18 et suivants du Code du travail)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, statuant en application des articles L.225-129-6, L.225-138-1 et L.228-92 du Code de commerce et L.3332-18 et suivants du Code du travail :

- 1) Délégué sa compétence au Conseil d'administration à l'effet, s'il le juge opportun, sur ses seules décisions, d'augmenter le capital social en une ou plusieurs fois par l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société au profit des adhérents à un ou plusieurs plans d'épargne entreprise ou de groupe établis par la Société et/ou les entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées

dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de commerce et de l'article L.3344-1 du Code du travail ;

- 2) Supprime en faveur de ces personnes le droit préférentiel de souscription aux actions qui pourront être émises en vertu de la présente délégation ;
- 3) Fixe à vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée la durée de validité de cette délégation ;
- 4) Limite le montant nominal maximum de la ou des augmentations pouvant être réalisées par utilisation de la présente délégation à 0,1% du montant du capital social atteint lors de la décision du Conseil d'administration de réalisation de cette augmentation, ce montant étant indépendant de tout autre plafond prévu en matière de délégation d'augmentation de capital. A ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
- 5) Décide que le prix des actions à émettre, en application du 1) de la présente délégation, ne pourra être ni inférieur de plus de 20%, ou de 30% lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan en application des articles L.3332-25 et L.3332-26 du Code du travail est supérieure ou égale à dix (10) ans (ou de tout autre pourcentage maximum prévu par les dispositions légales applicables au moment de la fixation du prix), à la moyenne des premiers cours cotés de l'action lors des 20 séances de bourse précédant la décision fixant la date d'ouverture de la souscription, ni supérieur à cette moyenne ;
- 6) Décide, en application des dispositions de l'article L.3332-21 du Code du travail, que le Conseil d'administration pourra prévoir l'attribution aux bénéficiaires définis au premier paragraphe ci-dessus, à titre gratuit, d'actions à émettre ou déjà émises ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société à émettre ou déjà émis, au titre (i) de l'abondement qui pourra être versé en application des règlements de plans d'épargne d'entreprise ou de groupe, et/ou (ii), le cas échéant, de la décote.

Le Conseil d'administration pourra ou non mettre en œuvre la présente délégation, prendre toutes mesures et procéder à toutes formalités nécessaires.

Cette résolution est rejetée.

VOIX POUR : 132 658

VOIX CONTRE : 32 146 328

ABSTENTION : 0

SEIZIEME RESOLUTION

(Modification de l'article 12 des statuts afin d'élever la limite d'âge du Président du Conseil d'administration et du Directeur Général)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide :

- D'élever la limite d'âge du Président du Conseil d'administration et, sur renvoi de l'article 14, du Directeur Général, afin de la porter de 68 ans à 70 ans ;
- De modifier en conséquence et comme suit l'alinéa 3 de l'article 12 des statuts, le reste de l'article demeurant inchangé :

« La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de Président est fixée à 70 ans. Cette limite d'âge prendra effet de plein droit à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice au cours duquel l'intéressé aura atteint l'âge de 70 ans. ».

Cette résolution est adoptée à la majorité.

VOIX POUR : 32 131 094

VOIX CONTRE : 147 892

ABSTENTION : 0

Le Président précise que l'Assemblée Spéciale des porteurs d'actions à droits de vote double tenue ce matin a approuvé la suppression des droits de vote double qui sont attachés aux actions M.R.M. et la modification corrélative des statuts.

DIX-SEPTIEME RESOLUTION

(Modification de l'article 8 des statuts afin de supprimer le droit de vote double)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, et conformément aux dispositions de l'article L.225-99 du Code de commerce :

- Décide, sous condition suspensive de l'approbation de l'Assemblée spéciale des porteurs d'actions à droits de vote double, la suppression des droits de vote double qui sont attachés aux actions M.R.M. en application de l'article L.225-123 du Code de commerce et de l'article 8 des statuts ;
- Décide en conséquence, de modifier comme suit l'alinéa 4 de l'article 8 des statuts, le reste de l'article demeurant inchangé :

« Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent, et chaque action donne droit à une voix au moins. Les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire ne bénéficient pas d'un droit de vote double. ».

Cette résolution est adoptée à la majorité.

VOIX POUR : 32 116 282

VOIX CONTRE : 162 704

ABSTENTION : 0

DIX-HUITIEME RESOLUTION

(Pouvoirs pour les formalités)

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités de dépôt et de publicité requises par la loi.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

VOIX POUR : 32 278 986

VOIX CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

CLÔTURE

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le Secrétaire

Le Président

Les Scrutateurs